

La période estivale qui s'achève aura, à bien des égards, prouvé que nos engagements pour répondre aux urgences climatique, sociale, et démocratique, sont décidément bien nécessaires.

Les pics de chaleur, par leur caractère tardif dans la saison, par la centaine de records de température battus cette année, dans le pays, sont des indicateurs très préoccupants du changement climatique en cours.

Plus de 2 millions de personnes sont en situation de grande pauvreté, selon l'INSEE. Près de la moitié des Français ne sont pas partis en vacances. 2 millions et demi de personnes sont en situation d'illettrisme. 36% des pauvres ont moins de 20 ans. Les millionnaires n'ont jamais été aussi nombreux dans notre pays. Les inégalités sociales se creusent scandaleusement.

Le 10 août dernier, le journal Le Monde révélait que le nombre de migrants morts ou disparus en mer Méditerranée recensés depuis 2023 est déjà supérieur aux bilans sur 12 mois des 4 années précédentes. La guerre en Ukraine s'installe et les pertes humaines sont comparables pour les pays concernés à celles de la première guerre mondiale.

Les extrêmes droites ne cessent de gagner du terrain en Europe. Elles se nourrissent de la détresse sociale, et maltraitent les plus fragiles dès qu'elles détiennent le pouvoir. Je pense aux personnes les plus pauvres, jusque-là bénéficiaires d'aides publiques, qui en Italie, ont pu être séduites par les discours de Giorgia Meloni, et qui quelques mois après son élection ont reçu un simple sms leur apprenant qu'elles ne toucheraient désormais ... plus rien.

Les élections espagnoles nous alertent sur une possible contagion de cette catastrophe démocratique, même si leur issue, par bonheur, a été favorable à la démocratie.

Face à cela, nous avons le devoir de faire vivre ce qui a nourri notre réflexion autour de la question de congrès sur l'éducation du futur, et de conforter la dynamique associative, y compris en s'opposant aux atteintes à la liberté associative, et en soutenant les associations concernées par exemple par une application abusive du Contrat d'engagement républicain.

Ainsi, il nous faut, sans tarder, nous emparer de manière volontariste, des textes que nous avons votés lors de nos dernières assemblées générales :

- [Face à la banalisation des idées d'extrême droite : engageons-nous ensemble !](#)

- [« Habiter ensemble un monde commun »](#)

- [« Pour l'hospitalité, une politique d'accueil pour les personnes exilées. »](#)

Le contexte, on l'a vu, est rude.

Nous lui opposons notre capacité à agir ensemble et à développer une citoyenneté active, fondée sur la laïcité, sur le respect de la dignité de chacun.e, suscitant les solidarités, servant un projet émancipateur.

Hélène LACASSAGNE

Présidente de la Ligue de l'enseignement